

# AU FIL DE LA SEMAINE

**AGRICULTURE DE CONSERVATION** Le ministre de l'agriculture s'est dit prêt à remettre à plat les contraintes environnementales et renforcer la recherche et le conseil agricole pour « produire autrement » en s'inspirant des systèmes innovants développés par les agriculteurs, comme à Tassé, chez Philippe Pastoureau.

## A Tassé, Stéphane Le Foll cherche des nouveaux modèles d'agriculture

Vendredi 12 octobre, le ministre de l'agriculture était à Tassé sur la ferme de Philippe Pastoureau, un éleveur laitier et de volailles de Loué menant son système de culture selon les principes de l'agriculture de conservation. Stéphane Le Foll connaît déjà bien le travail de cet agriculteur sarthois, président de l'association Base du département, mais a voulu - en se déplaçant avec son cabinet ministériel à Tassé - mettre en avant un nouveau modèle de production prouvant selon lui qu'« on peut combiner une ambition élevée en terme écologique avec une ambition élevée de production ». Philippe Pastoureau est venu à l'agriculture de conservation avec un groupe d'agriculteurs adhérents d'une même Cuma qui ont choisi, dans les années 90, d'arrêter le labour pour faire des économies sur leurs charges, tout en gagnant du temps de travail. Mais au bout de quelques années de ce travail du sol simplifié mais « intensif », les rendements ont chuté avec les taux de matière



Stéphane Le Foll était vendredi dernier sur l'exploitation de Philippe Pastoureau, à Tassé. L'éleveur lui a présenté ses pratiques d'agriculture de conservation.

organique des sols. Après une remise en question difficile, le groupe a pu se fixer un nouvel objectif - « produire plus avec autant d'intrants » - en suivant trois nouveaux axes agronomiques : éviter au maximum de travailler le sol, mettre en

place une nouvelle rotation adaptée, et couvrir le sol en permanence. « Il suffit de savoir qu'un vers de terre ne travaille pas s'il n'a rien à manger, a illustré Philippe Pastoureau, notre objectif depuis 2003, est de nourrir les vers de terre. Ils ne mangent que les résidus propres en surface, les enfouissent en les rejetant avec leurs déjec-

tions et enrichissant ainsi le taux de matière organique du sol ». Et selon lui, le pari est gagné, puisque les rendements du groupe sont aujourd'hui au-dessus de la moyenne. « Autorisez-nous à mettre des légumineuses dans nos couverts, a plaidé l'éleveur, ce serait bien de reconnaître les pratiques positives des agriculteurs. Il faut reconnaître les agriculteurs qui diminuent le recours à la chimie, mais qui aujourd'hui prennent des risques, car on est parfois confronté à des impasses quand on veut par exemple traiter des plantes en association ». Les agriculteurs présents vendredi dernier à Tassé ont ainsi demandé au ministre

de ne pas brider le recours aux produits phytosanitaires, qui permettent aux agriculteurs de s'adapter et peuvent être utilisés différemment.

### Pas d'engagement du ministre

Stéphane Le Foll s'est dit prêt à remettre à plat les contraintes réglementaires freinant l'innovation des pratiques culturales ou sans fondement agronomique, mais ne s'est pas engagé sur la question des aides financières pour inciter les agriculteurs à changer leurs pratiques et réduire leurs intrants. « Le contrôle administratif n'est plus en mesure de régler le problème d'eutrophisation », a notamment souligné le ministre à propos des zones vulnérables, en écho à la proposition de Philippe Pastoureau de prendre exemple sur une initiative Belge laissant aux agriculteurs le choix des moyens à mettre en oeuvre pour limiter les pollutions diffuses, tout en contrôlant leur impact réel sur la qualité de l'eau. Changer les règles, mais aussi réorienter et renforcer la recherche et le conseil agricole : le ministre de l'agriculture compte sur les travaux de la mission Guillou (INRA) et Bertrand Hervieux (Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux) pour identifier de nouveaux modèles agricoles et leurs leviers et alimenter la loi d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt prévue fin 2013.

MÉLANIE BAH

### MICHEL DAUTON, PRÉSIDENT DE LA FDSEA

#### Promouvoir toutes les formes de progrès

En mettant un coup de projecteur sur l'agriculture de conservation, le Ministre rappelle que nos pratiques évoluent et que la recherche de progrès est permanente. Il a raison de montrer qu'on peut être innovant de plein de manières, notamment en travaillant les fondamentaux de l'agronomie. Et ce n'est pas pour rien que les groupes de développement et les techniciens des chambres d'Agriculture se mobilisent depuis des années sur les couverts végétaux ou les techniques sans labour. Au sein même de notre conseil de la FDSEA, des administrateurs s'investissent dans l'agriculture écologiquement intensive ou dans l'agriculture de conservation, et c'est une très bonne chose. Nous sommes tous en recherche d'une plus grande efficacité productive tout en relevant le défi de l'environnement. Et il n'y a plus de modèle unique. Qu'on soit en standard intensif, en certifié, en label, en bio, en circuit court..., on a tous envie de faire bien et de faire mieux. Tant mieux si le Ministre a pris la mesure de cette diversité, mais maintenant, que

compte-t-il faire ? Souhaite-t-il réellement desserrer le carcan réglementaire et faire un peu plus confiance au bon sens paysan ? Ou, à l'inverse,



va-t-il se contenter d'un inventaire des bonnes initiatives, tout en laissant retomber la chape de plomb de la « zone vulnérable » sur tout le département ? A ce stade, rien est joué. Rappelons que c'est la FDSEA qui a dû se battre pour obtenir la possibilité de fertiliser les CIPAN, une des clés de la réussite en agriculture de conservation... Maintenant, c'est au Ministre de nous donner les moyens d'aller vers le progrès, au service des agriculteurs, des consommateurs et de l'environnement. Car c'est bien par le progrès et l'innovation que nous relèverons les défis qui nous attendent ; pas par la contrainte et le réglementaire, synonymes d'asphyxie et de décroissance...

